

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

Novembre 2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

Qui livre des armes belges aux rebelles syriens ?

Le Vif/L'Express, mardi 06 novembre 2012

<http://www.levif.be/info/actualite/international/qui-livre-des-armes-belges-aux-rebelles-syriens/article-4000203848982.htm>

Des armes de la FN Herstal sont aux mains des rebelles en lutte contre le régime de Bachar al-Assad. L'Arabie saoudite et le Qatar, qui sont cités comme leurs fournisseurs, les ont-ils détournées de commandes belges

Sur le plan diplomatique, la Belgique est le fer de lance de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Dans les faits, des armes de fabrication belge continuent d'apparaître là où ces dernières ne devraient pas être. Après la Libye (voir Le Vif/L'Express du 9 mars 2012), Le Vif/L'Express poursuit son enquête en Syrie, où elles font désormais partie de l'arsenal des rebelles qui se battent depuis plus d'un an et demi contre le régime de Bachar al-Assad.

Passé la frontière turque, il ne faut pas pénétrer bien loin en territoire syrien pour apercevoir des armes belges. Au check-point de Bab al-Hawa, tenu par les insurgés de la brigade Farouk al-Shamal, un homme armé d'un FAL (Fusil automatique léger) fabriqué à Herstal arrête les voitures et inspecte les pièces d'identité. Un peu plus au nord, dans le village d'Atmeh, un jeune déserteur membre du groupe insurgé Alkhal Zaza montre un arsenal bien pauvre, fait de quatre fusils FAL à 2 000 dollars la pièce. Cette arme, considérée par de nombreux experts comme le pendant occidental de la kalachnikov soviétique, a été mise au point par la Fabrique nationale de Herstal après la Seconde Guerre mondiale. Produit de manière industrielle en Belgique dès 1953, le FAL a été adopté par de nombreuses armées et fabriqué sous licence par certains pays. Cependant, les fusils présentés au Vif/L'Express à Atmeh et dans le Jebel al-Zawiya, 70 km plus au sud, ont tous été fabriqués à Herstal. Les particularités observées sur ces armes et leurs numéros de série indiquent que ces dernières ont été exportées après 1978, et probablement vers la fin de la production du FAL, dans les années 1980.

Bien que la littérature en la matière indique que la Syrie l'aurait adopté en 1956, les déserteurs rencontrés sur place sont formels : l'armée syrienne n'est pas en possession du fusil belge. Cette information est corroborée par une observation attentive de nombreuses images et vidéos circulant sur Internet et montrant les soldats de Bachar al-Assad en action. En outre, les archives du Service public fédéral Economie - l'autorité compétente en matière d'octroi de licences d'exportation d'armes avant la régionalisation de 2003 - auxquelles Le Vif/L'Express a pu avoir accès, ne portent pas la moindre trace

d'exportation de fusils FAL vers la Syrie.

Le 27 février 2012, le cheikh Hamad bin Jassim al-Thani, le Premier ministre du Qatar, se déclarait favorable à une aide en armes aux rebelles syriens. La même position fut adoptée par l'Arabie saoudite dont le ministre des Affaires étrangères, le prince Saud al-Faisal, déclara qu'une aide humanitaire n'était « pas suffisante » et qu'armer les insurgés était « une excellente idée ».

D'après une documentation attentive du conflit, il semblerait que la présence en Syrie de FAL de fabrication belge se soit intensifiée à partir du mois de mai 2012. Le 6 août, Bassma Kodmani, responsable des relations extérieures du Conseil national syrien (CNS), principale composante de l'opposition syrienne, affirmait sur Europe 1 que les rebelles étaient fournis en armes « légères et conventionnelles » par « certains pays ». A la question « Qui fournit aujourd'hui ? », Mme Kodmani répondit : « C'est le Qatar, l'Arabie saoudite, c'est peut-être un peu la Libye avec ce qui lui reste de sa propre bataille. »

Ces déclarations sont confirmées par les combattants syriens interviewés dans le gouvernorat d'Idlib par Le Vif/L'Express. S'exprimant sous condition d'anonymat, un intermédiaire travaillant pour plusieurs groupes insurgés actifs dans le nord de la Syrie affirme que des fusils FAL de fabrication belge lui ont été livrés par le Qatar dès le début du mois de mai 2012. Cependant, en réponse à plusieurs questions parlementaires écrites déposées par la sénatrice Open VLD Nele Lijnen, en août, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) indiquait ne disposer « d'aucune information liant le Qatar [aux armes belges présentes en Syrie] ni aucune information pouvant laisser supposer que le Qatar ni aucun autre pays client de la FN aient contrevenu à ses obligations en matière de non-réexportation d'armes ».

Deux poids, deux mesures

Au mois de juin dernier, le gouvernement wallon adoptait un nouveau décret portant sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et d'équipement militaire. Ce décret donne une force juridique à la Position commune européenne de 2008 qui définit un cadre pour l'exportation d'armes. Parmi les points adoptés dans le décret wallon, l'article 7 de la Position commune indique qu'avant d'octroyer une licence d'exportation, un pays membre de l'UE doit estimer « l'existence d'un risque que l'équipement soit détourné dans le pays acheteur ou réexporté sous des conditions non désirées ». D'après l'enquête menée par Le Vif/L'Express, un ou plusieurs pays ayant acheté par le passé des armes wallonnes violent actuellement la clause de non- réexportation accompagnant le certificat d'utilisateur final, présentant ainsi des risques réels de détournement futurs qui mèneraient à la suspension de l'octroi de nouvelles licences d'exportation. De quels pays s'agit-il ? Seule une procédure de traçage permettrait de le savoir, et d'ainsi pouvoir faire respecter la loi. C'est une commission d'avis qui est chargée d'évaluer les risques de détournement. Les critères sur lesquels se base l'estimation des risques ne sont pas définis par la réglementation, et le spectre des interprétations est vaste. Ces critères sont confidentiels et même les députés chargés de contrôler a posteriori l'octroi de licences d'exportation d'armes n'en ont pas connaissance.

La décision d'octroyer ou non une licence est la responsabilité du ministre-président wallon seul.

Le 6 octobre, le cabinet de Rudy Demotte (PS) déclarait ne disposer « d'aucune source officielle indiquant que des armes wallonnes à destination de l'Arabie saoudite ou du Qatar auraient été détournées au profit des rebelles syriens ».

En toute logique, respectant la réglementation européenne et son propre décret en matière d'exportation d'équipement militaire, la Région wallonne devrait enquêter pour identifier le ou les pays contrevenants. Ayant à sa disposition plusieurs numéros de série collectés sur place, il suffirait à l'autorité compétente de lancer une procédure de traçage, d'en publier les résultats et de prendre les mesures qui s'imposent. Une telle procédure aura-t-elle lieu ? Le cabinet Demotte n'a pas souhaité répondre à cette question. Inquiet de l'hémorragie d'armes belges dans les récents conflits en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, Luc Tiberghien (Ecolo), député wallon et membre de la commission de contrôle des licences d'armes, a demandé, dans une question écrite adressée à Rudy Demotte, la publication de tous les numéros de série associés au FAL belges vendus de par le monde.

La Belgique ne manque pas de monter au front diplomatique lorsqu'il s'agit de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, responsables selon certaines estimations de 60 à 90 % des décès en zone de conflit. « En constante consultation avec les entités régionales, il y a un désir politique et un engagement très fort, à tous les niveaux, dans la lutte contre la prolifération et les détournements d'armes », explique Werner Bauwens, envoyé spécial du ministère des Affaires

étrangères pour le désarmement et la non-prolifération. Lors de la Conférence des Nations unies pour un traité sur le commerce des armes en juillet 2012, la Belgique a voulu un critère très strict sur le non-détournement des armes. « Nous le défendons comme l'un des critères fondamentaux du traité », explique Werner Bauwens. Malgré la « vigilance » avec laquelle Rudy Demotte estime suivre l'évolution du dossier, la gestion wallonne de la question sape en quelque sorte les efforts internationaux de la Belgique dans la lutte contre la prolifération des armes légères.

« Il ne faut pas oublier que la FN Herstal est une entreprise appartenant totalement à la Région wallonne, c'est une entreprise 100 % publique », précise Luc Tiberghien. « Cela nous oblige à une éthique et à une transparence. »

DAMIEN SPLEETERS

Brèves

[Pas de dialogue avec les "mercenaires" du CNS \(journal officiel syrien\)](#)

Un quotidien gouvernemental syrien a exclu toute négociation avec le Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition, également critiqué par les Etats-Unis, le qualifiant de regroupement "de mercenaires".

Dans son principal éditorial, As-Saoura affirme que les Etats-Unis cherchent désormais, "dans leur guerre contre la Syrie", à compter davantage "sur les mercenaires de l'intérieur plutôt que sur des agents à l'étranger", après que Washington eut appelé l'opposition en exil à s'élargir à des personnalités à l'intérieur du pays pour une meilleure représentation.

Pour le journal, Washington essaye de masquer son propre échec "en l'imputant aux opposants en exil sous prétexte qu'ils sont déconnectés de la réalité syrienne et coupés de l'intérieur". Mais, ajoute-t-il, les futurs chefs de file de l'opposition appuyés par Washington seront "des outils et des mercenaires" au service des Etats-Unis "dans la prochaine phase de leur guerre" contre la Syrie.

"Les propos de Mme Clinton sur le CNS ne sont pas nouveaux. Le monde entier sait qu'il a été façonné par les milieux sionistes à Washington, Ankara, Doha et Ryad, et qu'il ne représente et ne représentera aucun des Syriens honnêtes qui résistent à la politique d'agression et d'occupation", souligne As-Saoura. Pour le journal, "il est impossible d'unifier l'opposition car tous (les membres de cette opposition) ne diffèrent en rien des combattants mercenaires extrémistes, n'ont jamais été des Syriens et ne le seront jamais".

Les Etats-Unis ont rejeté les accusations du CNS qui leur reproche de vouloir le remodeler à leur guise après des déclarations de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton appelant la principale coalition de l'opposition syrienne en exil à s'élargir pour représenter "tous les Syriens".

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/785804/Pas_de_dialogue_avec_les_%22mercenaires%22_du_CNS_%28journal_officiel_syrien%29.html

[L'ex-procureur de la CPI suggère d'émettre un mandat d'arrêt contre Assad](#)

10/11/2012

L'ex-procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a suggéré vendredi d'émettre un mandat d'arrêt international contre le président Bachar al-Assad afin de mettre un terme à la guerre civile en Syrie, estimant qu'il y aurait un "dossier solide" contre lui.

Interrogé par la télévision publique canadienne CBC, M. Moreno-Ocampo a déclaré que l'exécution d'un tel mandat pourrait être confiée à "des forces internationales et locales".

Une telle approche "changerait tout en Syrie parce que les personnes loyales à Assad le considéreraient différemment" et le dirigeant syrien serait contraint de quitter ses fonctions, a-t-il estimé.

"Mais nous n'avons aucun plan pour mettre cela en oeuvre", a-t-il déploré.

Envoyer des troupes étrangères et rebelles pour arrêter M. Assad ne constituerait "pas une invasion" mais "juste la justice", a insisté le juriste argentin, qui a dirigé la CPI depuis sa fondation en juin 2003, jusqu'en juin dernier.

Tout en soulignant "la présomption d'innocence" dont jouit le président syrien, l'ex-procureur de la CPI a déclaré qu'il y a "un dossier solide (...) contre lui car c'est le commandant en chef du pays où (...) des milliers de civils ont été tués dans des bombardements."

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/786982/Lex-procureur_de_la_CPI_suggere_demettre_un_mandat_darret_contre_Assad.html

La Ligue arabe reconnaît la nouvelle coalition anti-Assad

08:54 13/11/2012

MOSCOU/LE CAIRE, 13 novembre -

<http://fr.rian.ru/world/20121113/196601472.html>

La Ligue arabe (LA) a reconnu lundi soir la légitimité de la Coalition nationale de l'opposition syrienne et appelé le reste des mouvements anti-Assad à la rejoindre, rapportent mardi les médias arabes et européens.

Formée à Doha dans la nuit de dimanche à lundi, la "Coalition nationale syrienne des forces de l'opposition et de la révolution" est "le représentant légitime et le principal interlocuteur de la Ligue arabe", a déclaré l'organisation panarabe dans un communiqué diffusé au terme d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue organisée au Caire.

Les chefs des diplomaties arabes ont également invité "le reste des courants de l'opposition à rejoindre cette coalition pour qu'elle réunisse toutes les composantes du peuple syrien".

Or, le chef du gouvernement qatari Hamad ben Jassem al Thani a fait savoir que deux Etats membres de la Ligue ont refusé de reconnaître la Coalition comme "représentant officiel du peuple". Dans le même temps, la chaîne égyptienne Al-Nil rapporte que l'Irak, le Liban et l'Algérie se sont abstenus de voter sur cette question.

Le quotidien égyptien Al Ahram indique pour sa part que les décisions de la Ligue arabe ne sont acquises qu'à l'unanimité, et la Ligue n'a fait qu'inviter les organisations régionales et internationales de reconnaître la Coalition "comme représentant légitime des aspirations du peuple syrien".

Paris va accréditer un ambassadeur désigné par l'opposition

17/11/2012

Les autorités françaises ont annoncé leur intention d'accréditer à Paris un ambassadeur de la Coalition nationale de l'opposition syrienne reconnue par le président François Hollande comme "le futur gouvernement provisoire de la Syrie".

"Il y aura un ambassadeur de la Syrie en France désigné par le président de la Coalition", a déclaré le chef de l'Etat français à l'issue d'une rencontre avec le dirigeant de cette formation des forces de l'opposition Ahmad Moaz Al Khatib.

Selon les médias, les fonctions d'ambassadeur seront confiées à Monzir Makhous, membre de la délégation d'opposants syriens reçue à l'Élysée. Avant d'être promu à son nouveau poste, il a coordonné les relations extérieures du Conseil national syrien (CNS) en Europe.

MM. Hollande et Al Khatib ont en outre évoqué des livraisons d'armes à l'opposition syrienne. Le président français, qui avait antérieurement pointé la nécessité de lever l'embargo sur la livraison d'armes aux parties en conflit, a fait savoir qu'il soulèverait cette question au niveau de l'UE.

<http://fr.rian.ru/world/20121117/196649920.html>

Ils préparent l'après El Assad.

La reconnaissance de l'opposition syrienne par la France est immorale

mercredi 14 novembre 2012, par [La Rédaction](#)

Paris et Washington ont reconnu la légitimité de la Coalition syrienne de l'opposition, la France faisant même un pas vers un éventuel armement des rebelles, une position "immorale" pour Damas qui a vu dans l'unification de l'opposition une "déclaration de guerre".

Sur le terrain, les chars du régime pilonnait Damas et sa région, où près d'une centaine de personnes ont péri mardi, la capitale et notamment sa ceinture sud étant désormais au centre des combats après 20 mois d'une révolte populaire devenue conflit armé.

Au lendemain de sa formation, la France a reconnu la Coalition comme "seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique".

Les Etats-Unis, eux, ont affirmé qu'elle était "une représentante légitime du peuple syrien", se gardant d'évoquer un éventuel exécutif provisoire avant que la Coalition ne "fasse la démonstration de sa capacité à représenter les Syriens à l'intérieur de la Syrie". Réagissant pour la première fois depuis la formation de la Coalition lors d'une réunion à Doha la semaine dernière, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad a dénoncé une position "immorale" de la France.

Dénonçant une "position arrogante" dictée, selon lui, par "le passé colonialiste de la France", il a estimé que "cette ingérence flagrante dans les affaires intérieures syriennes viole la charte des Nations unies". Voyant dans la réunion de Doha une "déclaration de guerre", M. Mekdad a en outre accusé l'opposition de ne pas vouloir "résoudre pacifiquement la crise" en refusant "tout dialogue avec le gouvernement". "Nous sommes prêts à discuter avec l'opposition syrienne qui a sa direction en Syrie et pas avec celle qui a été fabriquée ou dirigée ailleurs", a-t-il poursuivi, alors que Damas et ses alliés ont multiplié les appels aux négociations, rejetés par l'opposition qui exige avant toute chose le départ de M. Assad. Allié de Damas, le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, qui a affirmé ne soutenir "personne" dans le conflit syrien "contrairement à ce que pensent généralement les gens", a critiqué les positions "partiales" des pays soutenant l'opposition.

M. Mekdad a en outre accusé la France, pour qui la question de l'armement des rebelles sera "nécessairement reposée", d'être "responsable de la mort de milliers de Syriens" en apportant "un soutien financier et technique aux terroristes", auxquels Damas assimile les insurgés. Il a encore jugé "inacceptable" un éventuel armement des rebelles par Paris.

Le chef fraîchement élu de l'opposition, Ahmad Moaz al-Khatib, a réclamé à l'étranger des "armes appropriées" pour lutter contre le régime, alors que le conflit a fait plus de 37.000 morts selon une ONG. Si plusieurs Etats du Golfe, notamment le Qatar, appellent à armer la rébellion, des pays Occidentaux, Etats-Unis en tête, refusent cette option, redoutant qu'elles ne tombent aux mains d'extrémistes. Mercredi, les chefs de la diplomatie du Golfe et de la Russie doivent s'entretenir à Ryad de la Syrie. Le 30 novembre, Tokyo accueillera une réunion des "Amis du peuple syrien" qui évoquera notamment un renforcement des lourdes sanctions déjà mises en place.

Sur le terrain, les raids féroces de l'aviation et les tirs par l'artillerie des troupes ont de nouveau frappé Damas, sa région et le nord-ouest de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), au lendemain d'une journée particulièrement meurtrière avec 189 morts à travers le pays. Face à ces violences, Washington a annoncé 30 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire, déjà portée à 165 millions de dollars à l'entrée de l'hiver.

(14 Novembre 2012 - Avec les agences de presse)

Pour vous inscrire à notre liste de diffusion "Assawra"

faites la demande à l'adresse : Assawra1-subscribe@yahoogroupes.fr

Pétition Non au terrorisme de l'Etat d'Israël

<http://www.Assawra.Info/spip.php?article10>

Syrie : l'incroyable aveu de Laurent Fabius

[Article lu sur Marianne](#)

...Selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, les grandes puissances préparent déjà l'après El Assad. Elles ont même réfléchi à trouver un successeur au président syrien, au mépris de la souveraineté du peuple. Pierre Levy «se frotte les yeux».

On peut être rassuré sur un point : la propagande de guerre n'a rien perdu de son allant. Ainsi la BBC (modèle de rigueur journalistique, dit-on) a-t-elle mis à la une de son site **la photo d'un massacre syrien... prise quelques années plus tôt en Irak**. Quant à **la tuerie d'Houla – des familles entières achevées à l'arme blanche – qui a été présentée comme un «tournant dans l'horreur», ses auteurs ne semblent pas être les affidés du président, mais bien ses adversaires armés ; c'est en tout cas ce qu'indiquent les indices et témoignages recueillis par un reporter chevronné, et publiés dans le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung , qui ne passe pas pour être un suppôt du président Assad.**

Le régime de ce dernier serait-il alors blanc comme neige ? Certes non. Mais cela est l'affaire du peuple syrien, qui semble loin d'être majoritairement acquis à l'opposition.

En réalité, les souffrances de celui-ci sont bien la dernière des préoccupations des chancelleries : celles-ci tentent de déstabiliser la Syrie afin d'affaiblir l'Iran, contre qui l'étranglement économique vient de monter d'un cran.

Pour l'heure, une intervention armée directe n'est pas à l'ordre du jour : Moscou et Pékin semblent cette fois décidés à garantir le principe de non-ingérence, seul fondement d'un ordre international qui ne soit pas la loi du plus fort. Et quand bien même ce verrou sauterait, il n'est pas certain qu'une invasion soit envisagée avec enthousiasme par les alliés atlantiques, tant le terrain est miné. Ce qui n'empêche nullement les livraisons d'armes occidentales, ainsi que la présence de forces spéciales (notamment sous couvert Qatarien et saoudien) aidant les rebelles armés, qui multiplient les attentats.

«Un pouvoir doit avoir un successeur»

Le ministre français des Affaires étrangères assume un soutien officiel à la rébellion, confirmant en la matière la parfaite continuité entre les deux locataires successifs de l'Élysée. Mais Laurent Fabius ne s'en tient pas là. **Appelant à ce que «le tyran (soit) dégagé au plus tôt»,** il a précisé au micro de France Inter : **«un pouvoir doit avoir un successeur ; donc il y a des discussions très précises et très difficiles».** **On se frotte les yeux : pour la première fois ouvertement, un responsable avoue que les grandes puissances entendent non seulement abattre un régime, mais choisir qui le remplacera.** Le plus extraordinaire est qu'une telle déclaration soit passée quasiment inaperçue, comme s'il s'agissait d'une chose finalement très naturelle.

Après tout, n'étaient-ce pas déjà Bruxelles, Berlin et Paris qui avaient organisé la mise à pied de l'Italien Berlusconi et du Grec Papandréou, puis nommément introduit leurs successeurs ? Plus discrètement, un double règlement européen (baptisé «pack de deux») est actuellement en discussion entre le Conseil et le parlement européens, qui permettrait de placer directement sous tutelle (et sans son aval) un pays qui se montrerait incapable d'«assainir» suffisamment ses finances publiques. La banalisation, en quelque sorte, de l'expropriation politique que subissent Grecs, Portugais et Irlandais.

La raison d'être des empires a toujours été d'imposer leurs choix. En cette ère postmoderne, les armes, selon les circonstances, sont celles des services spéciaux ou de l'Otan ; ou bien de la BCE, de la Commission et du FMI.

Site du Mouvement démocratique arabe

"Résister à l'occupation, c'est vivre libre"

Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Le secrétaire général du PC Syrien : « Ils ne pourront pas nous vaincre ! »

Mensuel du Pôle de Renaissance Communiste en France :

Dans un entretien avec le journaliste cubain Ernesto Gómez Abascal, Ammar Bagdache, secrétaire général du Parti communiste Syrien, explique quelle est sa position par rapport au régime syrien : « C'est un gouvernement patriotique, anti-impérialiste et antisioniste, bien qu'il applique un modèle économique clairement capitaliste. Même si le Parti Baas, qui était et est toujours la force dirigeante du gouvernement, a proclamé le socialisme arabe en Syrie, il n'est pas socialiste au sens marxiste du terme. Cependant, le PCS fait partie du Front Progressiste composé aujourd'hui de dix partis. (...) Nous avons un ministre dans le gouvernement et nous considérons, qu'à ce niveau du parcours, c'est la meilleure option. Nous sommes et nous avons toujours été disposés à améliorer le système. En 2005 nous nous sommes opposés à des changements calqués sur le modèle néolibéral, nous avons la preuve aujourd'hui qu'ils ont été le terreau d'une catégorie marginale que l'opposition armée a su s'attirer. Des erreurs ont été commises, maintenant il faut les corriger. »

« Le gouvernement que nous avons en Syrie a une position constructive pour réaliser des changements importants, rappelle Bagdache - ils commençaient à être adoptés mais l'intervention armée étrangère empêche, pour le moment, leur mise en application normale.

Les raisons d'être optimiste

« Si le gouvernement actuel venait à être renversé, la seule éventualité serait la prise du pouvoir par les Frères Musulmans, rappelle Bagdache, ce qui constituerait un grand bond en arrière pour un peuple qui,

depuis pas mal d'années, bénéficie d'un système laïque moderne, ne connaît pas le sectarisme et n'a jamais vécu avec de telles tensions. Mais nous sommes optimistes, même si la lutte dure encore un certain temps, nous sommes certains qu'ils ne pourront pas nous vaincre.

Interrogé sur les chances de victoire des rebelles, le secrétaire général du PCS est catégorique : « Plus le temps passe, plus il est clair qu'ils ne pourront pas nous vaincre. Ils n'ont pu prendre le contrôle d'aucune ville importante, malgré leur plan initial et l'arrivée de milliers de mercenaires extrémistes et salafistes, assistés des services spéciaux US et leurs alliés de l'OTAN qui travaillent depuis la Turquie, pays avec qui nous partageons une longue frontière. Le Qatar et l'Arabie saoudite leur apportent également le soutien économique et militaire. Bien sûr, notre gouvernement est soutenu par la majorité de la population. Les forces armées de la nation et les milices populaires restent unies et en ordre combatif. Malgré la situation compliquée dans laquelle se trouve le pays, les institutions fonctionnent. »

'Géopolitique et stratégie'

Samedi 17 novembre

[La guerre civile en Syrie et la géopolitique pétro gazière.](#)

Le trajet des gazoducs qataris décide des zones de combat !

De plus en plus, tout porte à croire que le gaz est le vrai fond du problème de la guerre contre la Syrie. C'est à partir de fuites émanant d'un géant pétrolier occidental que le quotidien *Al-Akhbara* obtenu des informations, fiables, donnant les détails d'un projet Qatari, soutenu par les États-Unis, [\[lien \]](#) et concernant la construction d'un nouveau gazoduc qui transporterait le gaz du Qatar vers l'Europe via la région syrienne de Homs. Cette ville et sa région sont donc le « nœud » ou le « cœur géographique » de ce projet qui, du même coup, offrirait des avantages stratégiques à la Turquie et à Israël dans l'équation du commerce gazier mondial.

Selon toute vraisemblance, le dossier du gaz est « l'arrière-plan » essentiel de la guerre contre la Syrie et plus particulièrement de la guerre qui frappe la région de Homs. Le quotidien *Al-Akhbar* a obtenu des informations en provenance de sources sûres qui se résument à dire qu'il existe un plan qatari, approuvé par l'administration US, dont l'objectif est la mise en place d'un nouveau gazoduc destiné au transport du gaz qatari vers l'Europe ; la Turquie et Israël étant parties prenantes.

Ce nouveau gazoduc devrait emprunter une « voie terrestre » qui démarre du Qatar, traverse le territoire Saoudien, puis le territoire Jordanien évitant ainsi le territoire Irakien, pour arriver en territoire syrien et plus précisément à Homs. À partir de Homs le gazoduc devrait bifurquer dans trois directions : Lattaquié sur la côte syrienne, Tripoli au nord du Liban, Turquie.

Le but principal de ce projet est d'acheminer le gaz Qatari et Israélien vers le continent européen pour le distribuer à toute l'Europe, avec un triple objectif. Le premier : casser le monopole gazier russe en Europe. [\[lien \]](#) Le second : libérer la Turquie de sa dépendance du gaz Iranien. Le troisième : donner à Israël une chance d'exporter son gaz vers l'Europe par voie terrestre et au moindre coût.

Pourquoi Homs ? Globalement, les objectifs cités plus haut ne pourraient être atteints si l'itinéraire du gazoduc rêvé ne passait pas par la région de Homs destinée à être « le carrefour principal du projet », parce que le gaz qatari ne dispose pas d'alternative pour rejoindre l'Europe, sinon que de recourir à de gros porteurs par voie maritime ; ce qui serait plus long, d'un coût plus élevé, et non sans danger pour certaines zones du parcours.

Selon les informations issues de cette même compagnie pétrolière occidentale, le Qatar envisage aussi d'acheter mille cargos pour développer sa flotte maritime de transport du gaz avec l'ambition de s'impliquer dans un projet américain beaucoup plus vaste destiné à revoir l'équation du commerce gazier mondial. À la clé, deux modifications significatives. La première est fonction des découvertes de gaz en mer Méditerranée par Israël. La seconde est fonction de l'éventuelle exploitation des événements en Syrie, après création d'une situation politique qui permettrait de faire de Homs le carrefour principal de l'exportation du gaz Qatari et Israélien vers l'Europe.

Toujours selon ces mêmes sources, les zones du territoire syrien où les bandes armées de la dite « opposition syrienne » bénéficient du soutien US, Qatari et Turc – c'est-à-dire, le nord, Homs, et les environs de Damas – se superposent à celles du trajet que devrait suivre le gazoduc dans sa route vers la

Turquie et Tripoli, si jamais elles finissaient par tomber sous le contrôle des forces de l'opposition inféodée aux trois parties. En effet, la comparaison de la carte des zones de combat avec celle du tracé du gazoduc Qatari démontre bien la relation entre l'activisme armé et l'objectif de contrôler, coûte que coûte, ces zones Syriennes.

Une fois arrivé en Syrie, le gazoduc devrait suivre deux lignes. La première irait des environs de Damas pour arriver à une trentaine de Kms de deux carrefours qui seraient An-Nabk et Al-Kussayr, puis de Homs il se dirigerait vers Tripoli et Lattaquié via Talbisseh et Al-Rastan. La deuxième ligne devrait parcourir le nord de la Syrie en allant de Homs vers Maarat al-Nu'man puis Idlib, avant de rejoindre la Turquie. Autant de villes syriennes que l'opposition armée cherche effectivement à contrôler.

Les mêmes sources affirment que de leur point de vue, Robert Ford [ambassadeur des USA en congé de la Syrie, NdT] et Frederick Hoff [le chargé du dossier gaz au Levant] sont tous deux membres de la « Cellule de crise syrienne aux USA » et se partagent les rôles. Le premier organise les activités de l'opposition armée antisyrilienne sur le terrain, de manière à ce qu'elles répondent aux exigences de la mise en place du gazoduc qatari, dont le tracé a été préalablement concocté par le second. De plus, Robert Ford a reçu une nouvelle charge consistant à mettre en place un mini-gouvernement syrien, à l'étranger, ayant des ramifications au sein des groupes et organisations armées sévissant dans le nord de la Syrie, à Damas et à Homs dans le but de réussir la partition de la Syrie selon une carte superposable à celle des deux lignes du gazoduc, celle allant vers la Turquie, et celle allant vers Tripoli au Liban ; tout en ménageant d'autres régions pour le « régime » [! ? ; NdT]

Avantages pour la Turquie Ce projet de gazoduc procure à la Turquie de multiples avantages stratégiques et économiques. Un : elle deviendrait un passage vital pour l'Europe qui pourrait ainsi diversifier ses sources de gaz pour ne plus dépendre que du gaz russe ; ce que les USA encouragent vivement. Deux : elle pourrait réaliser son vœu d'entrer dans le club européen. Trois : elle serait soulagée de ne plus dépendre quasi-totalement du gaz iranien ; ce qui ajouterait à sa valeur géostratégique. Quatre : elle réduirait sa facture énergétique exorbitante et toucherait, en plus de tout le reste, les dividendes payés par le Qatar et Israël pour le droit de passage de leur gazoduc à destination de l'Europe.

Avantages pour Israël Du même coup, Israël serait candidate à devenir à son tour un « Émirat gazier majeur » en l'espace de cinq ans environ, du fait de son exploitation du gaz des deux champs « Leviathan » et « Tamar » partagés avec le Liban. Selon des études françaises, les capacités de ces gisements dépassent celles de « North Dome-South Pars » commun au Qatar et à l'Iran, et considéré comme le plus grand champ gazier du monde... Israël et le Qatar ont donc besoin d'emprunter la route de Homs vers l'Europe, parce que les alternatives sont très coûteuses, d'autant plus que le canal de Suez n'est pas adapté à recevoir les gros cargos de pétrole et de gaz prévus à cet effet.

Avantages pour le Liban ? Il n'est pas inintéressant de noter la remarquable transformation positive de l'attitude de Doha à l'égard du Premier ministre libanais Najib Mikati, lors de sa dernière visite au Qatar. Non seulement le boycott diplomatique et économique est levé, mais l'ouverture est totale. On ne menace plus d'expulser les libanais travaillant sur le territoire qatari. On propose la mise en place de projets de développement pour soutenir et renforcer la stabilité économique du pays. Encore mieux, on se propose d'offrir une assistance financière au port de Tripoli, lequel est destiné à suppléer au port syrien de Lattaquié en cas de nécessité. Il n'est pas inintéressant, non plus, de noter que la raffinerie de Tripoli ne fonctionne plus depuis des années, mais qu'il existe toujours des réservoirs de stockage de pétrole, non de gaz. Mais il est parfaitement possible de réhabiliter le port et d'y amener les installations nécessaires à la liquéfaction et au stockage du gaz. En même temps, ce serait l'une des options d'expédition du gaz qatari vers l'Europe !

Et la Russie dans tout ça ? Toujours selon les mêmes sources, la Russie aurait informé le Liban qu'elle ne sera pas d'accord avec ce dernier projet d'exploitation du gaz Méditerranéen avant d'obtenir des garanties de l'Occident lui attestant qu'il ne chercherait pas à changer le « régime » en Syrie ; exigence qui ne serait nullement incompatible avec la poursuite des travaux de prospection gazière par des sociétés russes dans le secteur. Ceci, parce que ces sociétés ne doivent pas s'absenter au moment du boom gazier méditerranéen ; sans oublier que l'Iran, l'Irak, et la Syrie ont un projet commun partant de leurs propres territoires. Il consiste tout simplement à ce qu'un gazoduc iranien, traverse l'Irak pour arriver à Homs, avant de bifurquer vers Lattaquié et Tripoli...

Source : [Al-Akhbar](#) [Liban] via [Egalité & Réconciliation](#)

Entretien

Syrie : Nous disons NON quand nous pensons devoir dire NON !

Entretien exclusif du Président Bachar al-Assad avec la Chaîne Russia Today

Dimanche 11 novembre 2012

Le 9 Novembre 2012, la chaîne Russia Today a diffusé un entretien exclusif entre le Président de la Syrie, le Docteur Bachar al-Assad, et la journaliste Mme Sophie Shevardnadze.

L'entretien a eu lieu à Damas.

En voici le texte intégral.

Mme Sophie Shevardnadze : Merci Monsieur le Président pour avoir accordé cet entretien à la chaîne "Russia Today".

M. le Président Al-Assad : Bienvenue à vous, à Damas.

Q. Il y a un an, beaucoup étaient convaincus que vous ne tiendriez pas jusqu'ici. Et pourtant, nous nous trouvons aujourd'hui au palais présidentiel rénové et enregistrons cet entretien. Qui sont vos ennemis du moment ?

R. Notre ennemi est le terrorisme et l'instabilité en Syrie. Là est notre ennemi. Ce n'est pas un problème de personne. Tout le problème ne peut se ramener à ce que je parte ou reste. Il s'agit de la sécurité ou de l'insécurité du pays. Tel est l'ennemi que nous combattons en Syrie.

Q. Je suis ici depuis deux jours et j'ai donc eu l'occasion de m'entretenir avec quelques personnes à Damas. Certains disent que vous partiez, ou que vous restiez, n'a désormais plus d'importance. Qu'en pensez-vous ?

R. Je pense que la question de savoir si le président doit rester ou partir revient au peuple, non à l'opinion de quelques uns. La seule chose à faire est de s'en remettre aux urnes électorales. Par conséquent, le problème ne dépend pas de ce que l'on entend dire mais des élections qui diront à n'importe quel candidat s'il doit rester ou s'en aller. Tout simplement.

Q. Je crois que ce qu'ils entendent par là est que vous n'êtes plus la cible. C'est la Syrie qui est ciblée !

R. Je n'ai jamais été la cible. En tous cas, je ne suis pas le problème. L'Occident se crée des ennemis. Dans le passé, l'ennemi était le communisme, c'est devenu l'Islam, puis Saddam Hussein pour une autre raison. Maintenant, les Occidentaux veulent se créer un nouvel ennemi représenté par Bachar... C'est pourquoi ils disent que le problème est le président et que, par conséquent, il devrait s'en aller. C'est pourquoi nous devons nous concentrer sur le vrai problème et ne pas perdre notre temps à écouter ce qu'ils disent.

Q. Croyez-vous toujours que vous êtes le seul homme capable de garantir l'unité de la Syrie, le seul homme capable de mettre fin à ce que le monde entier qualifie de « guerre civile » ?

R. Nous devons considérer le problème sous deux aspects. Le premier est celui de la Constitution. C'est de la Constitution que je tiens mes prérogatives. Et conformément à la constitution et à ces prérogatives, je dois être en mesure de résoudre le problème. Mais si avez voulu dire qu'il n'y a pas un autre syrien qui pourrait devenir président, non, tout Syrien peut devenir président. Nous avons beaucoup de syriens éligibles pour cette fonction. Vous ne pouvez pas toujours relier tout le pays à une seule personne et de façon permanente.

Q. Mais vous vous battez pour votre pays. Pensez-vous être l'homme qui peut mettre fin à ce conflit et ramener la paix ?

R. Je dois être l'homme qui le peut et c'est ce que j'espère. Ceci dit il ne s'agit pas du pouvoir du président mais de la société dans son ensemble. Nous devons être précis sur ce point. Le président ne peut rien faire sans le concours des institutions et le soutien du peuple. Nous ne sommes dans la bataille du président. Chaque Syrien est désormais impliqué dans la défense de son pays !

Q. C'est vrai. Beaucoup de civils meurent aussi dans ces combats. Par conséquent, si vous deviez gagner cette guerre, comment vous reconciliez-vous avec votre peuple après tout ce qui s'est passé ?

R. Une fois de plus, restons précis. Le problème n'est pas entre moi et le peuple. Je n'ai aucun problème avec le peuple, mais les Etats-Unis sont contre moi, l'Occident est contre moi, nombre de pays arabes

sont contre moi, et la Turquie qui n'est évidemment pas un pays arabe est contre moi. Si le peuple syrien était contre moi, comment serai-je encore là ?!

Q. Le peuple n'est pas contre vous ?

R. Alors le monde entier, ou disons une grande partie de ce monde y inclus le peuple syrien, est contre moi ? Serais-je Superman ? Je suis un être humain. C'est illogique de dire que le peuple est contre moi. Il ne s'agit pas de me réconcilier avec le peuple, ni que les syriens se réconcilient entre eux. Nous ne sommes pas dans une guerre civile. Il s'agit de terrorisme et du soutien accordé aux terroristes à partir de l'étranger pour déstabiliser la Syrie. C'est cela notre guerre.

Q. Vous ne croyez toujours pas qu'il s'agit d'une guerre civile ? Je vous pose cette question parce que je sais que beaucoup pensent qu'en Syrie existent des opérations terroristes indéniables et un conflit sectaire, à la fois. Pour exemple, nous avons tous entendu parler de cette mère dont l'un des fils se bat au côté de l'armée régalmentaire tandis que l'autre se bat au côté de l'opposition, comment se pourrait-il qu'il ne s'agisse pas d'une guerre civile ?

R. Il existe des divisions, mais les divisions ne signifient pas guerre civile. C'est totalement différent, les guerres civiles se fondent sur des problèmes d'origine ethnique ou confessionnelle. Des tensions entre ethnies ou communautés peuvent parfois survenir, mais ce ne sont pas des problèmes pour autant. Un désaccord au sein d'une famille, d'une tribu, ou d'une ville ne témoigne pas d'une guerre civile. C'est complètement différent et c'est même normal. Nous devons nous y attendre.

Q. Si j'ai parlé de votre réconciliation avec le peuple c'est parce que je vous ai entendu dire à maintes occasions que votre seul souci est ce que le peuple syrien pense de vous, ressent pour vous, et s'il souhaite ou non que vous soyez le président. Ne craignez-vous pas qu'en fin de compte, les Syriens finissent par se désintéresser de la vérité, et qu'ils se contentent de vous blâmer pour le carnage qu'ils ont subi ?

R. C'est là une question hypothétique, parce que ce que le peuple pense est bon. Pour savoir ce qu'il pense, il nous faut donc le consulter. Je ne dispose pas de cette information pour le moment. Je ne crains pas ce que certains pensent. J'ai peur pour mon pays. Nous devons nous concentrer là-dessus.

Q. Depuis des années, nous entendons parler de la super puissance de l'armée syrienne, de la force et de l'importance des services de sécurité syriens. Mais voilà que ces forces n'ont pas pu écraser l'ennemi comme le peuple s'y attendait et que des attentats terroristes ont lieu au centre même de Damas quasi-quotidiennement. Est-ce que tout ce qu'on nous a raconté n'était que de la mythologie ?

R. Normalement, l'armée et les services de sécurité et du renseignement se concentrent sur l'ennemi extérieur même s'il existe un ennemi intérieur tel que le terrorisme, parce que notre société nous aide ne serait-ce qu'en ne couvant pas les terroristes. Or, aujourd'hui nous vivons un nouveau style de guerre, une « proxy war », dans laquelle le terrorisme se pratique aussi bien par l'intermédiaire de Syriens vivant dans le pays, que par l'intermédiaire de combattants venus de l'étranger. C'est un nouveau style de guerre et nous devons nous y adapter, mais cela demande du temps et n'est pas facile. Non, cette situation n'est pas comparable à une guerre conventionnelle ou régulière. Premièrement, ce type de guerre est beaucoup plus difficile qu'une guerre conventionnelle. Deuxièmement, l'appui politique ainsi que le soutien en armes, en argent et en toutes sortes d'autres moyens dont bénéficient ces terroristes sont sans précédent. C'est pourquoi nous devons nous attendre à ce que cette guerre soit longue et difficile. Vous ne pouvez pas vous attendre à ce qu'un petit pays comme la Syrie puisse vaincre, en quelques jours ou semaines, tous les pays qui le combattent par l'intermédiaire de leurs mercenaires.

Q. Oui. À bien y regarder, vous avez d'un côté une armée disposant d'un commandement qui dirige les opérations dans un sens ou un autre, et de l'autre des groupes terroristes disparates et sans stratégie unifiée pour vous combattre. Alors, comment cela se passe-t-il lors des combats ?

R. Ce n'est pas le problème. Le problème est que les terroristes opèrent de l'intérieur des villes au milieu des civils. Malgré cela, nous devons les combattre parce que nous ne pouvons les laisser tuer et détruire ; ce qui nous impose de veiller à n'occasionner que le minimum de dommages aux civils et aussi, aux infrastructures. Telle est la difficulté de ce type de guerre.

Q. Vous savez que l'infrastructure du pays et son économie souffrent au point que la Syrie semble au bord de la ruine, et le temps travaille contre vous. À votre avis, combien de temps vous faudra-t-il pour écraser vos ennemis ?

R. Nous ne pouvons pas répondre à cette question et nul ne peut prétendre y répondre tant que nous ne saurons pas à quel moment ils cesseront d'infiltrer des étrangers venus des quatre coins du monde - le

monde musulman et le Moyen-Orient en particulier- et à quel moment ils cesseront de leur fournir toutes sortes d'armement. S'ils arrêtaient, je pourrai vous répondre. Je peux vous dire que tout serait terminé en quelques semaines. Ce n'est pas insurmontable. Mais si l'approvisionnement en armes et l'assistance logistique de ces terroristes perdurent, la guerre sera longue.

Q. Et que penser de vos quatre mille kilomètres de frontière difficilement contrôlable, que vos ennemis peuvent traverser pour aller se fournir en armes et accéder aux soins médicaux en Jordanie ou en Turquie, puis revenir vous combattre !?

R. Aucun pays au monde ne peut « sceller » ses frontières. Ils utilisent ce mot parfois, mais il est impropre. Par exemple, même les États-Unis n'arrivent pas à sceller leur frontière avec le Mexique, et il pourrait en être de même pour la Russie qui est un vaste pays. Aucun pays ne le peut. En revanche, on peut arriver à une meilleure situation à ses frontières en établissant de bonnes relations avec ses voisins ; ce qui nous fait défaut en ce moment, du moins avec la Turquie. La Turquie soutient plus que tout autre pays le trafic de terroristes et d'armes vers la Syrie.

Q. Puis-je vous poser une question ? J'ai visité la Turquie récemment et j'ai trouvé que les gens étaient très préoccupés par ce qui pourrait arriver entre la Syrie et la Turquie. Pensez-vous qu'une guerre avec la Turquie soit un scénario réaliste?

R. Raisonnablement, non je ne le pense pas et pour deux raisons. La guerre nécessite un soutien populaire, et la majorité du peuple turc ne veut pas de cette guerre. Par conséquent, je pense qu'aucun responsable raisonnable ne peut aller à l'encontre de la volonté du peuple, et il en est de même pour la Syrie. Il n'y a pas de conflit ou de différend entre le peuple syrien et le peuple turc. Le problème se situe entre les gouvernements et les responsables officiels, les nôtres et les leurs, à cause de leur politique. Donc, je ne vois pas de guerre entre la Syrie et la Turquie à l'horizon.

Q. À quand remonte la dernière fois où vous avez rencontré M. Erdogan, et comment s'est terminé votre entretien ?

R. En Mai 2011 après sa victoire aux élections.

Q. Donc, vous l'avez juste félicité, et c'était votre dernière rencontre ?

R. Oui, et ce fut la dernière.

Q. Qui bombarde le territoire turc ? Les forces gouvernementales ou les rebelles ?

R. Pour pouvoir répondre, il faudrait un comité mixte des deux armées pour dire qui bombarde qui, parce qu'il y a un grand nombre de terroristes à la frontière et qu'ils sont munis de mortiers, ils sont donc capables de bombarder aussi. Il faudrait mener une enquête sur la nature des projectiles et leur lieu de chute, etc. Ce qui n'a pas été fait. Nous avons proposé au gouvernement turc la formation d'un tel comité, mais il a refusé, nous ne pouvons donc pas répondre à la question. Ceci dit, étant donné le grand nombre de terroristes à la frontière, leur éventuelle implication n'est pas à exclure, parce que l'armée syrienne n'a pas reçu l'ordre de bombarder le territoire turc, que nous n'avons aucun intérêt à cela, et qu'il n'y a pas d'inimitié entre nous et le peuple turc. Nous considérons les turcs comme des frères. À moins qu'il ne s'agisse d'une erreur, pourquoi agirions-nous de la sorte ? Une enquête est donc nécessaire.

Q. Acceptez-vous l'idée qu'il s'agisse d'une erreur de vos forces gouvernementales?

R. C'est une possibilité. Dans toutes les guerres des erreurs sont commises. Vous savez qu'en Afghanistan, ils ne cessent de parler de « tirs amis ». Donc, si une armée en arrive à tuer les siens par erreur, cela signifie que la même chose pourrait se produire dans n'importe quelle guerre, mais nous ne pouvons pas dire que c'est arrivé.

Q. Pourquoi la Turquie que vous traitiez en nation amie s'est-elle transformée en point d'appui pour l'opposition ?

R. Pas la Turquie, le gouvernement de M. Erdogan, pour rester précis. Le peuple turc a besoin de bonnes relations avec le peuple syrien. C'est M. Erdogan qui croit que si les Frères musulmans s'emparaient du pouvoir dans la région, et particulièrement en Syrie, il pourrait garantir son avenir politique. L'autre raison est qu'il considère être, lui-même, le nouveau sultan ottoman et qu'il pourrait prendre le contrôle de la région comme ce fut le cas sous le règne de l'Empire ottoman, mais sous une nouvelle ombrelle. En son fort intérieur, il se voit en Khalif. Voilà les deux raisons qui font que sa politique de « zéro problème » s'est transformée en politique de « zéro ami » !

Q. Mais ce n'est pas seulement l'Occident qui est contre vous ; vous avez beaucoup d'ennemis dans le monde arabe. Il ya deux ans, l'évocation de votre nom suscitait un grand respect, et les voilà qui vous trahissent à la première occasion. Pourquoi tant d'ennemis dans le monde arabe ?

R. Ce ne sont pas des ennemis. La plupart des gouvernements arabes soutiennent implicitement la Syrie, mais n'osent pas le déclarer publiquement.

Q. Pourquoi ?

R. Pressions de l'Occident, et parfois pressions des pétrodollars dans le monde arabe.

Q. Qui vous soutient dans le monde arabe ?

R. De nombreux pays soutiennent la Syrie sans oser le déclarer explicitement. Tout d'abord, il y a l'Irak qui joue un rôle efficace en appuyant la Syrie dans cette crise, car c'est un pays voisin et que ses dirigeants savent qu'en cas de guerre contre la Syrie, il y aura guerre dans le voisinage, y compris en Irak. D'autres pays témoignent de leurs positions favorables, comme l'Algérie et Oman en particulier. D'autres encore, que je ne citerai pas ici, ont adopté une attitude positive sans l'accompagner d'actions concrètes.

Q. Pourquoi cette insistance de l'Arabie saoudite et du Qatar à réclamer votre départ, et en quoi la déstabilisation du Moyen-Orient pourrait-elle servir leur agenda ?

R. Franchement, je ne peux pas répondre à leur place. C'est à eux de répondre à cette question. Mais ce que je peux dire est que le problème entre la Syrie et de nombreux autres pays du monde arabe ou de la région et de l'Occident, est dû au fait que nous disons « non » quand nous pensons devoir dire « non ». Certains pays pensent pouvoir contrôler la Syrie par les diktats, l'argent ou les pétrodollars. Ce n'est pas possible en Syrie. C'est là le problème. Ils voudraient peut-être y jouer un certain rôle. Nous n'y voyons pas d'inconvénients. Qu'ils le méritent ou non, ils peuvent jouer leur rôle, mais pas au détriment de nos intérêts.

Q. S'agit-il de contrôler la Syrie ou d'y exporter leur vision de l'islam ?

R. Vous ne pouvez pas dire que telle est la politique gouvernementale des pays en question. Parfois ce sont des individus ou, pour certains pays, des institutions qui soutiennent cette approche sans qu'elle soit annoncée comme politique officielle, car ils ne cherchent pas à ce que l'on fasse la promotion de leur attitude extrémiste. Il n'empêche qu'en réalité, c'est bien cette politique qu'ils pratiquent par un soutien indirect des gouvernements, ou par des aides venant de fondations, d'institutions et de particuliers. Cela fait partie du problème. Mais puisque je m'exprime au nom d'un gouvernement, je ne peux parler que de la politique annoncée, laquelle comme toute autre politique dépend des intérêts et des jeux de rôle. Nous ne pouvons donc pas ignorer ce que vous avez évoqué.

Q. L'Iran, qui est un allié très proche, est également soumis à des sanctions économiques et fait aussi face à la menace d'une invasion militaire. Si vous étiez confronté à l'option de restaurer la paix dans votre pays à la condition de rompre vos liens avec l'Iran, le feriez-vous ?

R. Nous n'avons pas d'options contradictoires à ce sujet, parce nous avons de bonnes relations avec l'Iran depuis 1979 jusqu'aujourd'hui et qu'elles sont en constante amélioration, mais en même temps nous cherchons la paix. Nous avons travaillé au processus de paix, et nous avons travaillé aux négociations de paix. L'Iran n'a pas été un facteur contre la paix. C'est une information inexacte que l'Occident tente de promouvoir en disant que si nous avons besoin de la paix, nous n'avons pas besoin d'avoir de bonnes relations avec l'Iran. Il n'existe aucun rapport entre ces deux sujets, qui sont complètement différents. L'Iran a apporté son soutien à la Syrie. Il a soutenu notre cause ; celle des territoires occupés. Nous devons le soutenir dans sa cause. C'est simple. L'Iran est un pays très important dans la région. Si nous voulons la stabilité, nous devons cultiver nos bonnes relations avec l'Iran. Vous ne pouvez pas parler de stabilité si vous avez de mauvaises relations avec l'Iran, la Turquie et ainsi de suite. C'est clair.

Q. Avez-vous des informations sur le financement, des rebelles combattant en Syrie, par des agences occidentales du renseignement ?

R. Non, ce que nous savons c'est qu'elles offrent leur savoir-faire aux terroristes à partir du territoire turc, et parfois à partir du territoire libanais. Cependant, certaines agences régionales sont encore plus actives que les agences occidentales, tout en restant sous le contrôle des services de renseignement occidentaux.

Q. Quel est le rôle d'Al-Qaïda en Syrie en ce moment ? Contrôlent-ils une force de coalition rebelle ?

R. Non, je ne pense pas qu'ils cherchent à contrôler, mais plutôt qu'ils cherchent, selon leurs propres termes, à établir leurs propres royaumes ou émirats, en effrayant ou en intimidant la population par leurs attentats, assassinats, attentats-suicides et toutes sortes d'exaction. Ils espèrent ainsi pousser les gens au désespoir qui les amènerait à les accepter comme fait accompli. Ils avancent donc, étape par étape, leur but final étant la création, disons le ainsi, d'un émirat islamique en Syrie, à partir duquel ils pourraient promouvoir leur idéologie particulière dans le reste du monde.

Q. Parmi ceux qui s'opposent à vous et ceux qui vous combattent, avec qui parleriez-vous ?

R. Avec toute personne qui aurait la réelle volonté d'aider la Syrie, mais nous ne perdons pas notre temps avec celui qui voudrait exploiter la crise pour ses intérêts personnels.

Q. À maintes reprises, les forces gouvernementales, pas vous, ont été accusées de crimes de guerre commis contre les civils syriens. Acceptez-vous de telles accusations ?

R. Nous combattons le terrorisme et appliquons la Constitution pour protéger le peuple syrien. Rappelez-vous ce qui s'est passé en Russie il y a plus d'une décennie. Vous faisiez face au terrorisme en Tchétchénie et ailleurs. Ils attaquaient les théâtres, les écoles et autres lieux publics, et l'armée russe a protégé le peuple. Appelleriez-vous cela des crimes ? Non, vous ne le feriez pas. Premièrement, "Amnesty International" a reconnu, il y a deux jours, les crimes de guerre commis par un groupe armé qui avait capturé et exécuté des soldats syriens quelques jours auparavant ; et "Human Rights Watch" a également reconnu ce fait, tout comme il a reconnu plus d'une fois les crimes de ces groupes terroristes et les a décrit comme des crimes de guerre. Deuxièmement, il est illogique qu'une armée commette des crimes de guerre contre son propre peuple, d'autant plus que l'armée syrienne est issue de ce même peuple. Et, une armée qui commettrait des crimes contre son peuple se diviserait et se désintégrerait. Par conséquent vous ne pouvez pas avoir une armée forte alors que vous tuez votre peuple. Troisièmement, aucune armée ne pourrait tenir vingt mois dans des circonstances aussi difficiles sans le soutien du peuple. Par conséquent, comment pourriez avoir un tel du soutien du peuple alors que l'armée l'assassine ? C'est une contradiction ! C'est ma réponse.

Q. À quand remonte la dernière fois où vous vous êtes entretenu avec un dirigeant occidental ?

R. C'était avant la crise.

Q. À un moment ou à un autre, vous ont-ils proposé des conditions qui reviendraient à dire que si vous quittez la présidence, la paix reviendrait en Syrie ?

R. Non, ils ne l'ont pas proposé directement, non, mais qu'ils fassent une telle proposition directement ou indirectement, c'est une question de souveraineté et seul le peuple syrien a le droit d'en parler. Partant de là, ce type de propositions direct ou indirect ou par médias interposés n'a pas de sens, ni de poids en Syrie.

Q. Mais avez-vous encore le choix ? Parce que vu de l'extérieur, vous n'avez nulle part où aller. Où iriez-vous si vous décidiez de partir ?

R. En Syrie. J'irai de la Syrie en Syrie. C'est le seul endroit où nous pouvons vivre. Je ne suis pas une marionnette. L'Occident ne m'a pas fabriqué pour que je me réfugie chez lui ou ailleurs. Je suis Syrien. J'ai été fabriqué par la Syrie. Je dois vivre et mourir en Syrie !

Q. En ce moment précis, pensez-vous qu'il reste une chance pour la diplomatie ou le dialogue, ou bien seule l'armée peut mettre fin à cette crise ?

R. Je crois toujours en la diplomatie et j'ai toujours cru dans le dialogue même avec ceux qui ne le comprennent pas ou n'y croient pas. Nous devons continuer à essayer. Je pense que nous pourrions en obtenir un succès partiel. Nous devons donc poursuivre nos efforts dans le sens de ce succès partiel avant d'arriver au succès total. Mais nous devons rester réalistes. Il ne faut pas croire qu'à lui seul le dialogue peut nous garantir le succès ; ceux qui commettent ces actes criminels appartenant à plusieurs sortes d'individus. La première correspond à ceux qui ne croient pas au dialogue, en particulier les extrémistes. La seconde est constituée de hors la loi condamnés par la Justice des années avant le début de la crise, leur ennemi naturel étant le gouvernement puisqu'ils reviendront à la case prison si la vie normale reprenait son cours. La troisième englobe les individus soutenus par l'étranger et qui ne sont redevables qu'aux individus ou gouvernements qui les ont payés et leur ont fourni des armes ; ceux-là ne sont pas maîtres de leur décision, et c'est l'une des raisons qui nous invite à rester réalistes. Mais, il existe un tout autre groupe de personnes, combattant ou hommes politiques, qui acceptent le dialogue. C'est avec eux que nous poursuivons le dialogue depuis des mois, certains combattants ayant déjà déposé les armes et repris le cours normal de leur vie.

Q. Pensez-vous qu'une invasion étrangère de la Syrie soit imminente ?

R. Je pense que le coût d'une telle invasion, si elle se produisait, serait supérieur à ce que le monde entier pourrait supporter, parce que si maintenant les problèmes sont en Syrie - à savoir le dernier bastion de la laïcité, de la stabilité et de la coexistence dans la région - l'effet domino qui en résulterait affectera le monde de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Et vous savez quelles en seraient les implications sur le reste du monde. Je ne pense pas que l'Occident se dirige dans cette direction. Si jamais cela devait arriver, nul ne peut prédire la suite.

Q. Monsieur le Président, vous reprochez-vous quoi que ce soit ?

R. Il est normal de vous attendre à commettre des erreurs à chaque prise de décision, sinon vous n'êtes pas humain.

Q. Quelles seraient vos plus graves erreurs ?

R. Franchement, elles ne me viennent pas à l'esprit en cet instant. Avant même de prendre une décision, je considère toujours qu'une partie de celle-ci pourrait être une erreur. Mais on ne peut juger ses erreurs à chaud. Parfois, et notamment en période de crise, on ne peut distinguer ce qui est juste de ce qui est faux qu'une fois le problème surmonté. C'est pourquoi, je ne serai pas objectif si je parlais de mes erreurs en ce moment, puisque nous sommes en plein milieu de la crise.

Q. Vous n'avez donc pas encore de regrets ?

R. Non, pas actuellement. C'est quand tout devient clair que vous pouvez parler de vos erreurs, certainement qu'il y en a, et c'est normal.

Q. Si nous étions le 15 Mars 2011, lorsque les manifestations ont commencé à se développer et à s'intensifier, quelles sont les choses que vous auriez faites différemment ?

R. J'aurais fait ce que j'ai fait le 15 Mars.

Q. Exactement la même chose ?

R. Tout à fait. J'aurais demandé à toutes les parties de s'engager dans le dialogue et de faire barrage aux terroristes, car c'est ainsi que les choses ont commencé. Les manifestations ont servi de couverture à des combattants qui ont fait feu sur des civils et des militaires à la fois. Peut-être qu'au niveau tactique, il aurait fallu agir autrement, mais en tant que président, vous n'êtes pas tacticien et prenez vos décisions à un niveau stratégique, ce qui est d'un ordre différent.

Q. Monsieur le président Al-Assad, comment vous voyez-vous dans une dizaine d'années ?

R. Je me vois à travers mon pays. Je ne peux pas me voir moi-même. Je peux voir mon pays. Je peux me voir à travers lui.

Q. Vous vous voyez en Syrie ?

R. Absolument. Je ne peux être qu'en Syrie. Je ne parle pas de la fonction. Je ne m'y vois pas en tant que président ou autre. Ce n'est pas mon souci. Je me vois dans ce pays, comme dans un pays sûr, stable et plus prospère.

Mme Sophie Shevardnadze : Merci M. le Président Bachar al-Assad pour cet entretien accordé à Russia-Today.

M. le Président Bachar al-Assad : Merci à vous pour être venue en Syrie.

<http://www.youtube.com/watch?v=UiS8XcWFbfU>

<http://www.youtube.com/user/RussiaToday>

Vidéo transcrite et traduite par Mouna Alno-Nakhal [Biologiste]

Courrier des lecteurs

Les élections états-uniennes et la Syrie

Par **Thierry Meyssan**

Les États-Unis prétendent être un modèle pour le reste du monde et veulent exporter par la force leur conception de la démocratie. Cependant, comme tous les empires, ils ne sont pas eux-mêmes une démocratie. Au risque de l'insolence, Thierry Meyssan compare leur système politique avec celui de la Syrie qu'ils stigmatisent et entendent renverser.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 12 novembre 2012

La presse occidentale et du Golfe a rendu compte des élections aux États-Unis comme d'une preuve de vitalité de « *la plus puissante démocratie du monde* ». Au contraire, elle décrivait en début d'année le référendum et les élections législatives en Syrie comme des « *farces* » et appelait au renversement de la

« *dictature* ». Qu'en est-il exactement ? Comparons les deux régimes en leur appliquant les mêmes critères bien que l'un soit tellement plus puissant que l'autre que l'on s'interdit d'habitude de le critiquer.

La Constitution des États-Unis est proclamée au nom du Peuple, pourtant elle attribue la souveraineté aux États fédérés et non aux citoyens. Par conséquent, les États-Unis ne sont pas une démocratie au sens où l'entendait Lincoln (« *Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* »), mais un pacte entre le Peuple et une oligarchie. Récemment, *Occupy* et son slogan « *Nous sommes les 99 %* » ont rappelé qu'aux USA, les richesses et le pouvoir sont monopolisés par moins d'1 % de la population. Comparativement, la nouvelle Constitution de la Syrie reconnaît la souveraineté du Peuple qui choisit ses dirigeants, mais —pour faire face à une situation de guerre régionale permanente— elle instaure une gouvernance opaque qui prive le Peuple des moyens de contrôle nécessaires à un fonctionnement démocratique quotidien.

Selon la Constitution des États-Unis, le président n'est pas élu par le Peuple, mais par un collège de 538 électeurs représentant les États fédérés. Cependant, au fil du temps, l'idée s'est imposée que les gouverneurs devaient consulter leurs habitants avant de nommer les représentants de leur État au sein du collège électoral. Dans certains États, cette consultation est impérative, dans d'autres elle n'est que consultative, le gouverneur pouvant n'en faire qu'à sa tête. Quoi qu'il en soit, le scrutin du 6 novembre n'avait pas de valeur constitutionnelle. Et l'on se souvient qu'en 2000, la Cour suprême avait ignoré le vote des habitants de Floride pour proclamer l'élection de Bush Jr contre Gore.

La fonction principale du scrutin auquel nous venons d'assister n'est pas de d'élire le président, mais de renouveler le pacte national. En participant, les citoyens US expriment leur adhésion aux institutions. Or celle-ci ne cesse de baisser (hormis lors du scrutin de 2008). Ainsi environ 120 millions d'adultes seulement sur 230 se sont déplacés aux urnes. Cela représente un taux de participation nettement inférieur à celui que l'on a pu constater en Syrie lors du référendum et des élections législatives, alors même que le scrutin n'a pu se tenir dans quatre districts en guerre.

Obama a recueilli 50,38 % des suffrages exprimés, tandis que Romney en a eu 48,05 %. Les 1,67 % restants sont allés à 18 autres candidats dont vous n'avez jamais entendu parler et qui n'ont pas eu accès aux médias pour se présenter à leurs concitoyens. Contrairement à une idée répandue, le Parti démocrate et le Parti républicain sont des organes étatiques. Ainsi les primaires au sein des partis n'ont pas été organisées par les partis, mais par les États fédérés et à leurs frais. En outre, quel que soit le vote des citoyens, les deux grands partis gèrent ensemble diverses administrations, par exemple la NED (vitrine politique à l'étranger de la CIA). En définitive, le système bipartisan US est l'équivalent de l'ancien système syrien du parti unique. *A contrario*, la Syrie d'aujourd'hui admet une kyrielle de partis politiques qui commencent à avoir un accès dans les médias.

Par définition, le « *rêve américain* » n'est qu'un « *rêve* », une illusion. Ceux qui le prennent comme modèle devraient se réveiller.

Cette brève comparaison ne doit pas désespérer le lecteur syrien insatisfait des précédentes réformes. Elle doit au contraire l'encourager en lui montrant que les institutions du pays évoluent dans la bonne direction, même s'il reste énormément de chemin à parcourir.

Revenons un instant au scrutin US et aux enseignements que l'on peut en tirer. « *Démocrate* » ou « *Républicain* » sont deux marques différentes du même produit. Vous pouvez choisir *Pepsi* ou *Coca*, chaque marque étant associée dans votre imaginaire à des mythologies distinctes. Vous pouvez éprouver une nette préférence pour l'une ou l'autre. Mais si vous faites une dégustation à l'aveugle, vous serez incapable de distinguer l'une de l'autre, car c'est le même produit. Dans cette perspective, des ambassades des États-Unis ont agi comme des instituts de sondage réalisant des enquêtes marketing. Elles ont organisé des scrutins fictifs dans divers pays. Cela permet de mieux comprendre les goûts des consommateurs étrangers. Vous aussi votez. Choisissez entre Obama et Romney (inutile de mentionner les 18 autres candidats). Votre vote ne sert à rien car vous n'êtes pas citoyen US ? Mais celui des citoyens US ne sert pas non plus ! On vous demande juste de jouer.

Ce pseudo pluralisme est illustré par le [discours de victoire de Barack Obama](#). Il aurait pu identiquement être lu par Mitt Romney. Il célèbre le pacte entre le Peuple et l'oligarchie : chacun doit pouvoir réussir dans la vie ; notre armée est la plus puissante de l'Histoire ; nos communautés ethniques forment un seul Peuple. Le contenu politique s'est limité à une phrase, elle même consensuelle : « *Je vais travailler avec les leaders des deux partis pour relever les défis dont nous ne pourrions triompher qu'ensemble. Réduire*

notre déficit. Réformer notre code fiscal. Réparer notre système d'immigration. Nous libérer du pétrole étranger ». Notons au passage que deux des objectifs du second mandat Obama auront un impact au Proche-Orient. La réduction du déficit implique la continuation des coupes dans le budget du Pentagone, donc la poursuite du retrait des GI de la région. La fin de la dépendance au pétrole étranger implique qu'il ne sera plus nécessaire pour Washington de protéger le royaume d'Arabie saoudite et le système jihadiste qu'elle a conçu.

[Thierry Meyssan](#)

états-uniennes et la Syrie », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 novembre 2012,

www.voltairenet.org/article176507.html

[Thierry Meyssan](#)

Intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#).

Professeur de Relations internationales au Centre d'études stratégiques de Damas. Dernier ouvrage en français : [L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations](#) (éd. JP Bertrand, 2007).

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19